



**Présentation des grandes lignes des études sur les sources de la
création de la richesse au Maroc et sa répartition**

par

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,

Haut Commissaire au Plan

Rabat, le 20 Décembre 2017

Dans la continuité de ses travaux de réflexions sur le modèle de développement au Maroc, notamment sur les sources de la croissance économique nationale, l'accumulation du capital physique et du capital humain, l'allocation sectorielle des facteurs et sur la redistribution sociale et spatiale des fruits de la croissance, le HCP a réalisé deux études pour appréhender dans la première les déterminants structurels de l'évolution des niveaux de vie et dans la deuxième le partage du surplus de productivité de l'économie entre les différents agents économiques.

I- Les déterminants structurels de l'évolution du PIB par habitant

L'objectif est d'appréhender la contribution des facteurs structurels à la croissance de la valeur ajoutée (VA) par habitant au Maroc, notamment l'effet démographique, l'effet emploi et l'effet productivité du travail. L'accent est mis également sur la contribution de la réallocation sectorielle de l'emploi, de l'intensité capitalistique et de la productivité globale des facteurs à l'amélioration de la productivité du travail.

Le facteur démographique est approché par le rapport du nombre de personnes en âge de travailler à la population totale. Il appréhende la charge de financement de l'ensemble de la population supportée par la population active. Une amélioration de ce ratio démographique favorise l'augmentation du PIB par habitant.

L'effet emploi est approché par le taux d'emploi qui est le rapport de la population ayant un emploi à la population en âge de travailler, lequel prend en compte à la fois les évolutions du taux d'activité et du chômage. L'augmentation du taux d'activité ou la baisse du taux de chômage favorise l'amélioration du taux d'emploi et par conséquent l'amélioration du niveau de vie de la population du pays.

La productivité du travail, production par actif occupé, qui, selon l'approche de la comptabilité de croissance, est la résultante à la fois du volume de capital mis à la disposition d'un actif (intensité capitalistique) et de la productivité globale des facteurs (PGF). Cette dernière n'est autre que l'augmentation de l'efficacité globale du processus de production et d'une utilisation plus efficace de la combinaison capital-travail, permise par une réorganisation du travail ou bien par l'introduction de plus d'innovations.

L'étude est conduite en se référant aux comptes de la nation et aux résultats de l'enquête nationale sur l'emploi. Elle détermine en fait la contribution, au niveau des secteurs d'activité et au niveau de l'économie dans son ensemble, de chacun des facteurs susmentionnés sur l'évolution de la valeur ajoutée par habitant sur la période 2001- 2015.

1.1 Forte contribution de la productivité du travail à la création de la richesse

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est accru de 3,2% par an entre les années 2001 et 2015. Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation de la productivité du travail, suivi de l'effet démographique (part de la population en âge de travailler sur la population totale) au moment où le taux d'emploi s'est inscrit dans une baisse continue durant cette période. La contribution de la productivité du travail a été de 92,5% et celle de l'effet démographique de 19,8%. La contribution de l'effet emploi (taux d'emploi) a été négative de 12,2%.

La productivité du travail s'est accrue durant cette période de 2,9% par an en moyenne et le ratio de la population en âge d'activité à la population totale a augmenté de 0,4 point en moyenne annuelle entre 2001 à 2015. Le taux d'emploi, qui appréhende la dynamique du marché de l'emploi par rapport aux opportunités offertes par l'évolution démographique, a connu quant à lui une baisse de 0,2 point en moyenne annuelle, passant de 45,1% en 2001 à 42,7% en 2015.

Tableau 1 : Evolution des déterminants du PIB par habitant (en %)

| Rubriques | 2001-2008 | 2008-2015 | 2001-2015 |
|--|---|-----------|-----------|
| | Croissance annuelle moyenne en % | | |
| PIB par habitant | 3,6 | 2,7 | 3,2 |
| Productivité du travail | 2,8 | 3,1 | 2,9 |
| Taux d'emploi | 0,2 | -1,0 | -0,4 |
| Ratio population en âge d'activité sur population totale | 0,6 | 0,6 | 0,6 |
| | Contribution à la croissance du PIB par habitant en % | | |
| Productivité du travail | 76,8 | 113,3 | 92,5 |
| Taux d'emploi | 5,4 | -35,3 | -12,2 |
| Ratio population en âge d'activité sur population totale | 17,8 | 21,9 | 19,8 |
| PIB par habitant | 100 | 100 | 100 |

Source : HCP

Toutefois, le PIB par habitant a connu un ralentissement de sa croissance entre les périodes 2001-2008 et 2008-2015, passant respectivement de 3,6% par an à 2,7%. Ce ralentissement s'explique par la régression du taux d'emploi induisant une contribution négative de 35,3% à la croissance du PIB par habitant au lieu d'une contribution positive de 5,4% durant la première période. L'amélioration de la productivité du travail a permis néanmoins d'absorber cet effet de la baisse du taux d'emploi.

La contribution négative de l'effet emploi montre que les structures économiques n'ont pas permis de valoriser le potentiel offert par l'effet démographique. En effet, les créations d'emploi au niveau de l'économie qui étaient en moyenne annuelle de 186 mille postes entre 2001-2008 ont baissé à seulement 70 mille postes entre 2008-2015.

L'effet démographique s'est accru, de son côté, de 0,4 point par an durant la période 2001-2015 et a pu contribuer de 17,8% et 19,1% à l'amélioration du niveau de vie de la population durant les deux sous périodes respectivement. Cela revient à dire que l'intensité de cet effet démographique a augmenté avec le temps et est devenue de plus en plus favorable à la croissance du PIB par habitant. La transition démographique accélérée que connaît le Maroc, s'est traduite par une accélération de la population en âge de travailler (+de 15 ans) passant de 19,7 millions en 2001 à près de 24,2 millions en 2015, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 1,7%, supérieure au rythme de croissance démographique qui est de 1,1%.

Toutefois, la baisse du taux d'emploi n'était pas uniforme dans tous les secteurs d'activité économique. Le taux d'emploi dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche a baissé de 20,1% en 2001 à 16,7% en 2015 et celui des industries de 5,8% à 4,8%. Alors que les services et l'activité du BTP ont enregistré des améliorations des taux d'emploi de 16,2% et 3% en 2001 à 17,3% et 4% en 2015 respectivement.

Dans ces conditions, les baisses des taux d'emploi dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche et dans l'industrie ont contribué négativement à la croissance du niveau de vie de la population durant la période 2001-2015, avec -20% et -5,2% respectivement. Les taux d'emploi dans les services et le BTP ont dégagé une contribution positive de 5,5% et 5,4% respectivement durant la période 2001-2015, malgré un net ralentissement durant la deuxième période.

Tableau 2 : Contribution du taux d'emploi au niveau de vie de la population

| Secteurs d'activité | 2001 | 2008 | 2015 |
|---|--|-----------|-----------|
| | Part d'emploi du secteur d'activité dans le total de la population employée (en %) | | |
| Agriculture, forêt et services annexes et pêche | 20,1 | 18,7 | 16,7 |
| Industrie | 5,8 | 5,9 | 4,8 |
| Bâtiment et travaux publics | 3,0 | 4,1 | 4,0 |
| Services | 16,2 | 17,1 | 17,3 |
| Total | 45,1 | 45,8 | 42,8 |
| Secteurs d'activité | Contribution de l'emploi à la croissance de la VA/habitant (en %) | | |
| | 2001-2008 | 2008-2015 | 2001-2015 |
| Agriculture, forêt et services annexes et pêche | -12,2 | -24,2 | -17,9 |
| Industrie | 0,8 | -13,0 | -5,2 |
| Bâtiment et travaux publics | 9,3 | -0,3 | 5,4 |
| Services | 7,6 | 2,3 | 5,5 |
| Total | 5,4 | -35,3 | -12,2 |

Source : HCP

Comme il est souligné plus haut, l'effet négatif de la baisse du taux d'emploi sur le niveau de vie de la population a été largement compensé par l'amélioration de la productivité du travail. Celle-ci a été confortée par l'accroissement des productivités sectorielles de l'agriculture, forêt et pêche et de l'industrie. Ces deux secteurs, marqués par les baisses des taux d'emploi, ont enregistré des productivités de travail en hausse de 5,2% et 3% par an respectivement entre 2001 et 2015. Les services et le BTP, ayant des contributions positives de leurs taux d'emploi à la croissance du PIB par habitant, sont marqués par de faibles accroissements de leurs productivités du travail de 2,1% et de 0,9% par an durant cette période.

Tableau 3 : Croissance de la productivité du travail par secteur d'activité (en %)

| Secteurs d'activité | 2001-2008 | 2008-2015 | 2001-2015 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Agriculture, forêt et services annexes et pêche | 3,5 | 7,0 | 5,2 |
| Industrie | 1,9 | 4,1 | 3,0 |
| Bâtiment et travaux publics | 0,6 | 1,1 | 0,9 |
| Services | 2,5 | 1,7 | 2,1 |
| Total | 2,8 | 3,1 | 2,9 |

Source : HCP

A cet effet, le secteur agricole a contribué pour 25% à l'amélioration du PIB par habitant et l'industrie pour 20,4%, sachant que le reste des secteurs d'activité (BTP et services) ont contribué pour 15,8%. Au total, 61,2% de la contribution de la productivité du travail à la croissance du PIB par tête sont l'apport des effets intra-sectoriels (mobilité à l'intérieur des secteurs eux même). En revanche, les 31,3% qui restent constituent la contribution induite par la mobilité inter-sectorielle de la main d'œuvre (entre les secteurs), qui reste globalement faible.

L'accroissement de la productivité au niveau des secteurs de l'Agriculture et de l'industrie, particulièrement durant la période 2008-2015, a été favorisé par les pertes d'emploi qu'ont connues ces activités. La mobilité de cette main d'œuvre a été opérée vers des secteurs où la productivité du travail est faible, en l'occurrence le BTP et les services de commerce. Ces secteurs, caractérisés par de faibles productivités ne dépassant pas 60% de la productivité moyenne du travail de l'économie dans son ensemble, ont créé 45% des emplois additionnels sur le marché du travail durant la période 2001-2015. Néanmoins, il convient de souligner que le secteur des banques et assurances a créé 11% de l'emploi additionnel au niveau national avec une forte productivité représentant plus de 6 fois celle de l'économie totale.

Dans ces conditions, la croissance de la productivité du travail de l'économie nationale est restée modérée avec une moyenne de 3% par an durant toute la période 2001-2015, revoyant au fait que la mobilité de l'emploi intersectorielle s'est faite globalement entre des activités de faibles productivités et reflétant ainsi la lente transformation du tissu productif national.

Tableau 4 : Contribution de la productivité sectorielle à la croissance du PIB par habitant (en %)

| Rubriques | 2001-2008 | 2008-2015 | 2001-2015 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Agriculture, forêt et services annexes et pêche | 13,1 | 37,4 | 25,0 |
| Industrie | 11,6 | 31,6 | 20,4 |
| Bâtiment et travaux publics | 0,9 | 2,5 | 1,5 |
| Services | 15,2 | 14,3 | 14,3 |
| Changement intersectoriel | 35,9 | 27,5 | 31,3 |
| Contribution de la productivité du travail à la croissance du PIB | 76,8 | 113,3 | 92,5 |

Source : HCP

1.2 Décomposition de la productivité du travail

La productivité du travail s'explique aussi par l'accumulation du capital et le cadre qui régit l'utilisation des facteurs de production. Il s'agit dans ce cadre de l'intensité capitalistique (ratio capital/travail ou le niveau du stock capital mis à la disposition d'un actif) et de la productivité globale des facteurs.

L'intensité capitalistique s'est améliorée de manière significative durant la période 2001-2015 en raison d'une forte croissance du stock de capital de 6% par an et d'un net ralentissement de

l'emploi avec un rythme d'accroissement passant de 2% par an entre 2001-2008 à 0,7% entre 2008-2015. L'intensité capitaliste a enregistré ainsi une hausse de 4,7% en moyenne annuelle durant l'ensemble de la période.

La productivité globale des facteurs, de son côté, malgré son faible rythme de croissance, de 0,4% en moyenne annuelle entre 2001 et 2015, il convient de préciser qu'elle s'est inscrite dans un sentier ascendant entre les deux périodes en passant de 0,1% par an à 0,6% respectivement.

Ainsi, l'amélioration de l'intensité capitaliste a contribué pour 55% à l'amélioration de la productivité du travail durant la période 2001-2015 et celle de la productivité globale des facteurs pour 15%. Les 30% restants proviennent des effets de la mobilité intersectorielle de l'emploi.

En guise de **conclusion**, la croissance modérée des niveaux de vie de la population de 3,2% dans notre pays au cours de la période 2001-2015 trouve son explication dans la baisse des taux d'emploi, renvoyant à une sous utilisation du potentiel de main d'œuvre offert par la transition démographique et aux effets positifs relativement faibles de la productivité globale des facteurs et de la mobilité intersectorielle. En fait, malgré l'amélioration significative de l'intensité capitaliste, les structures économiques n'ont pas encore connu de mutations profondes et par conséquent le niveau de leurs productivités demeure faible, limitant ainsi les avantages qu'aurait procurés la mobilité de l'emploi d'un secteur à un autre.

II- Partage de la valeur ajoutée et du surplus de productivité entre les facteurs de production

L'accent est mis sur l'affectation de la valeur ajoutée de l'économie aux facteurs de production, notamment le travail (travail salarié, travail non salarié) et le capital pour appréhender la contribution directe de l'accumulation de ces facteurs à la création de la VA et à la productivité globale des facteurs (PGF) qui en résulte.

La PGF ou surplus de productivité renseigne en fait sur le niveau de l'efficacité de la combinaison productive de facteurs de production. Elle est la manifestation de la qualité du cadre institutionnel, organisationnel, de recherche et développement, de maîtrise des technologies, etc. qui caractérisent l'environnement économique national.

Au Maroc, la nature de la croissance économique impose la distinction entre le secteur agricole et non agricole. La valeur ajoutée du secteur agricole reste très volatile et fort tributaire, quoiqu'en diminution au fil des années, des conditions climatiques comparativement à celle du secteur non agricole. De plus, le secteur agricole s'accapare une part importante de la population active occupée avoisinant actuellement près de 40%.

2.1 Surplus de productivité dans le secteur agricole

Le surplus de productivité dans le secteur agricole (taux de croissance de la productivité globale des facteurs ou gains de productivité) a été de 5,9% en moyenne annuelle en 2000-2008 et de 5,6% en 2009-2014 et a représenté ainsi près de 98% de la croissance de la valeur ajoutée agricole en moyenne annuelle en 2000-2008 et de 84% en 2009-2014. Le reste de la croissance de la valeur ajoutée représente la contribution du facteur capital et du facteur travail, salarié et non salarié.

Tableau 5 : Evolution du surplus de productivité dans le secteur agricole

| Croissance en pourcentage | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Taux de croissance réelle de la VA agricole aux coûts des facteurs (1)+(2) | 6,0% | 6,6% | 6,3% |
| Facteurs de production (1) | 0,1% | 1,1% | 0,5% |
| Facteur travail salarial | 0,1% | 0,1% | 0,1% |
| Facteur travail non salarial | -0,3% | -0,2% | -0,3% |
| Facteur capital | 0,3% | 1,2% | 0,7% |
| Surplus de productivité (2) | 5,9% | 5,6% | 5,8% |
| Contribution en % des facteurs de production dans la croissance réelle de la VA agricole aux coûts des facteurs | 2,0% | 16,0% | 7,9% |
| Facteur travail salarial | 2,2% | 1,0% | 1,7% |
| Facteur travail non salarial | -5,0% | -3,2% | -4,2% |
| Facteur capital | 4,7% | 18,3% | 10,5% |
| Contribution en % du surplus de productivité dans la croissance réelle de la VA agricole aux coûts des facteurs | 98,0% | 84,0% | 92,1% |

Source : HCP

La contribution du facteur capital à la croissance de la valeur ajoutée agricole a gagné en intensité au fil des années, passant d'une moyenne annuelle de 4,7% en 2000-2008 à 18,3% en 2009-2014. La contribution du travail salarié dans la croissance a été faible, de 1,7% en moyenne annuelle sur la période 2000-2014, alors que celle du travail non salarié a été plutôt négative de -4,2% en moyenne annuelle en 2000-2014.

Le surplus de productivité dans le secteur agricole a été principalement le fait du facteur capital. Le surplus de celui-ci a été de 3,7% entre 2000 et 2014 (2,9% en 2000-2008 et 5% en 2009-2014), supérieur à celui du facteur travail non salarié en augmentation de 1,4%, et à celui du travail salarié en augmentation de 0,3%.

En réalité le surplus de productivité distribué effectivement aux facteurs de production est parfois différent du surplus de productivité généré par les facteurs de production en raison de certains prélèvements qui reviennent à l'administration publique et au reste du monde. Si le surplus de productivité réalisé par les facteurs de production dans le secteur agricole s'est

accru de 5,4% par an durant la période 2000-2014, le surplus distribué effectivement aux facteurs n'a été que de 3,3%. Le reste de surplus, soit 2,1%, constitue l'équivalent des prélèvements dans le secteur agricole.

Tableau 6 : Surplus de productivité selon les facteurs de production dans le secteur agricole

| Rubriques | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| surplus de productivité du travail salarié | 0,4% | 0,02% | 0,3% |
| surplus de productivité du travail non salarié | 2,4% | 0,03% | 1,4% |
| surplus de productivité du capital | 2,9% | 5,0% | 3,7% |

Source : HCP

Globalement, le surplus de productivité dans le secteur agricole est majoritairement redistribué aux détenteurs des facteurs de production et en particulier aux détenteurs du capital. Le peu de surplus qui reste dans le secteur revient au reste du monde au moment où l'administration publique n'en profite pas.

En effet, le surplus de productivité effectivement distribué au facteur capital a enregistré, en moyenne annuelle, le taux de croissance le plus important avec 3,1% entre 2000 et 2014, au lieu de 0,05% et 0,2% du surplus distribué respectivement aux facteurs travail salarié et non salarié. L'extérieur ou le reste du monde a tendance à profiter davantage du surplus de productivité dégagé par le secteur agricole en réalisant un taux de croissance annuel moyen de son prélèvement de 2,2%. Le prélèvement des administrations publiques a enregistré en moyenne annuelle un taux de croissance négatif de 0,1% durant la période 2000-2014.

Tableau 7 : Surplus de productivité distribué effectivement aux facteurs de production dans le secteur agricole

| Surplus de productivité distribuable du secteur agricole | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Surplus de productivité distribué au travail salarié (1) | 0,2% | -0,2% | 0,05% |
| Surplus de productivité distribué au travail non salarié (2) | 1,1% | -1,1% | 0,2% |
| Surplus de productivité distribué au capital (3) | 2,6% | 3,7% | 3,1% |
| Surplus de productivité distribuable du secteur agricole (1)+(2)+(3) | 3,9% | 2,4% | 3,3% |
| Prélèvement du secteur agricole | 1,8% | 2,6% | 2,1% |
| Par l'Administration publique | -0,1% | -0,1% | -0,1% |
| Par l'extérieur | 1,9% | 2,8% | 2,2% |
| Surplus de productivité total du secteur agricole | 5,7% | 5,0% | 5,4% |

Source : HCP

2.2 Surplus de productivité dans le secteur non agricole

Le surplus de productivité ne joue qu'un rôle marginal dans la croissance de la valeur ajoutée non agricole. Son taux de croissance n'a été que 0,5% en moyenne annuelle en 2000-2014 au lieu de 5,8% dans le secteur agricole. Plus encore, il est en baisse de 0,8% en 2000-2008 à -0,04% en 2009-2014.

Tableau 8 : Evolution du surplus de productivité dans le secteur non agricole

| Croissance en pourcentage | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Taux de croissance réelle de la VA non agricole aux coûts des facteurs (1)+(2) | 5,1% | 3,3% | 4,4% |
| Facteurs de production (1) | 4,3% | 3,3% | 3,9% |
| Facteur travail salarial | 1,2% | 0,5% | 0,9% |
| Facteur travail non salarial | 0,3% | 0,1% | 0,2% |
| Facteur capital | 2,8% | 2,7% | 2,8% |
| Surplus de productivité (2) | 0,8% | -0,04% | 0,5% |
| Contribution en % des facteurs de production dans la croissance réelle de la VA non agricole aux coûts des facteurs | 84,5% | 101,3% | 89,6% |
| Facteur travail salarial | 22,9% | 14,9% | 20,5% |
| Facteur travail non salarial | 5,4% | 3,9% | 5,0% |
| Facteur capital | 56,2% | 82,5% | 64,2% |
| Contribution en % du surplus de productivité dans la croissance réelle de la VA non agricole aux coûts des facteurs | 15,5% | -1,3% | 10,4% |

Source : HCP

Ainsi, à la différence du secteur agricole, la contribution des facteurs de production à la croissance de la valeur ajoutée du secteur non agricole représente 89,6% par an en moyenne (64,2% revient au facteur capital) durant la période 2000-2014, alors que celle du surplus de productivité ne dépasse pas 11%.

La répartition de ce surplus de productivité dans le secteur non agricole montre que c'est le facteur travail salarié qui est à la base de ce surplus. Son surplus a connu un rythme de croissance annuel moyen de 1% entre 2000 et 2014, supérieur à celui du facteur travail non salarié qui a augmenté en moyenne annuelle de 0,4%. En revanche, le facteur capital a enregistré une baisse de son surplus de productivité de 0,9% par an durant cette période.

Tableau 9 : Surplus de productivité selon les facteurs de production dans le secteur non agricole

| Rubriques | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| surplus de productivité du travail salarié | 0,8% | 1,5% | 1,0% |
| surplus de productivité du travail non salarié | 0,6% | 0,1% | 0,4% |
| surplus de productivité du capital | -0,5% | -1,5% | -0,9% |

Source : HCP

Si le surplus de productivité réalisé par les facteurs de production dans le secteur non agricole s'est accru de 0,5% par an durant la période 2000-2014, le surplus distribué effectivement aux facteurs a été de 0,7% en raison d'un surplus négatif de 0,9% enregistré par le facteur capital.

Dans ce secteur, ni l'administration publique ni le reste du monde ne bénéficient des gains de surplus de productivité dégagé par ce secteur. Ce sont les travailleurs, notamment les salariés qui ont profité plus du surplus de productivité avec un taux de croissance de 1,1% durant la période 2000-2014 suivi des non salariés avec 0,4%.

Tableau 10 : Surplus de productivité distribué effectivement aux facteurs de production dans le secteur non agricole

| Surplus de productivité distribuable du secteur non agricole | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Surplus de productivité distribué au travail salarié (1) | 0,8% | 1,5% | 1,1% |
| Surplus de productivité distribué au travail non salarié (2) | 0,6% | 0,11% | 0,4% |
| Surplus de productivité distribué au capital (3) | -0,5% | -1,4% | -0,9% |
| Surplus de productivité distribuable du secteur non agricole (1)+(2)+(3) | 1,0% | 0,2% | 0,7% |
| Prélèvement du secteur non agricole | -0,1% | -0,2% | -0,1% |
| Par l'Administration publique | -0,1% | -0,14% | -0,12% |
| Par l'extérieur | 0,0% | -0,02% | -0,01% |
| Surplus total du secteur non agricole | 1% | 0,0% | 0,5% |

Source : HCP

2.3 Surplus de productivité dans l'économie nationale

Au niveau de l'économie nationale dans son ensemble, le surplus de productivité a été faible de l'ordre de 1,2% en moyenne annuelle durant la période 2000-2014. C'est le travail salarié qui a connu une amélioration de son surplus de 1,1% par an, suivi de celui du travail non salarié avec 0,6%. Le surplus de productivité du facteur capital s'est inscrit sur une trajectoire négative avec -0,1% par an en 2000-2008 et -0,8% en 2009-2014 (-0,4% durant 2000-2014).

Ce surplus de productivité a été majoritairement distribué au facteur de production travail avec 1% pour les salariés et 0,5% pour les non salariés. Le facteur capital n'en a pas profité. Le faible prélèvement de surplus de productivité de 0,2% en moyenne annuelle sur la période 2000-2014, est récupéré par l'extérieur. L'administration publique n'en profitait pas.

Le partage de la valeur ajoutée conjugué à celui du surplus de productivité de l'économie permet d'appréhender l'évolution effective de la rémunération des facteurs de production. Dans ce cadre, il est constaté que la part de la rémunération du travail dans la valeur ajoutée a perdu en moyenne annuelle 0,1 points de pourcentage par an durant la période 2000-2014. Cette part est en amélioration dans le secteur non agricole de 0,2 point de pourcentage par an, alors qu'elle est en baisse de 2 points dans le secteur agricole.

Tableau 11 : Evolution du partage de la valeur ajoutée (en %)

| Economie nationale | 2000-2008 | 2009-2014 | 2000-2014 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Variation absolue de la part de la rémunération du facteur travail dans la valeur ajoutée totale de l'économie aux coûts des facteurs) (1) = (2)+(3) | -0,1% | 0,0% | -0,1% |
| Substitution du capital au travail efficace dans l'économie totale (2) | -0,7% | -1,0% | -0,8% |
| Ecart de productivité :(surplus productivité du travail-surplus productivité) dans l'économie totale (3) | 0,5% | 1,0% | 0,7% |

Source : HCP

L'amélioration du surplus de productivité du travail plus que celui de productivité de l'économie nationale a contribué à la hausse de la part de la rémunération du travail dans la valeur ajoutée nationale par 0,7 point de pourcentage en moyenne annuelle. Cette amélioration trouve son origine dans l'écart positif de 1 point entre ces deux surplus dans le secteur non agricole, contre un écart négatif de 4 points dans le secteur agricole.

En revanche, la substitution du capital au travail efficace a contribué dans le sens de la baisse de la part de la rémunération du travail dans la valeur ajoutée nationale à raison de près de -0,8 point de pourcentage en moyenne annuelle. L'effet de cette substitution reste positif dans le secteur agricole avec 2,1 points de pourcentage, alors qu'il est négatif de 0,8 point dans le secteur non agricole.